

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/336
8 novembre 1999

(99-4805)

BANGLADESH - ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE LXX

Prorogation de délai

Décision du 4 novembre 1999¹

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, par Décision du 18 juillet 1988², ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 dans la mesure nécessaire pour permettre au gouvernement du Bangladesh de mettre en œuvre le Système harmonisé le 1^{er} juillet 1988 et de procéder ultérieurement à des négociations;

Tenant compte du fait que, par Décisions successives, la validité de la dérogation accordée au Bangladesh a été prorogée jusqu'au 31 octobre 1999³;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995⁴, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée au Bangladesh pour l'établissement d'une nouvelle Liste LXX;

Considérant que la documentation se rapportant à la transposition de la Liste du Bangladesh dans le Système harmonisé a été distribuée le 6 décembre 1990 sous couvert du document SECRET/HS/29;

Notant que le gouvernement du Bangladesh a engagé des consultations au titre de l'article XXVIII avec quatre pays et qu'il a achevé les négociations avec trois d'entre eux;

Notant que le gouvernement du Bangladesh doit achever les négociations avec son autre partenaire commercial;

Considérant que le gouvernement du Bangladesh a indiqué qu'il n'épargnerait aucun effort pour conclure les négociations dès que possible;

Considérant que le gouvernement du Bangladesh, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT

¹ Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

² IBDD, S35/393.

³ WT/L/299.

⁴ WT/L/3 + Corr.1.

de 1994, a demandé, par conséquent, que la dérogation aux obligations qu'il a contractées au titre de l'article II du GATT de 1994 soit de nouveau prorogée⁵;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées ci-dessus, de proroger jusqu'au 30 avril 2000 la dérogation accordée au Bangladesh par Décision du 18 juillet 1988.

⁵ G/L/324.